Document generated on 04/29/2024 6:54 a.m.

Politique et Sociétés

Droitisation et populisme. Canada, Québec, États-Unis, de Frédéric Boily, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2020, 203 p.

Djamila Mones

Volume 40, Number 3, 2021

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1083037ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1083037ar

See table of contents

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)
1703-8480 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Mones, D. (2021). Review of [*Droitisation et populisme. Canada, Québec, États-Unis*, de Frédéric Boily, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2020, 203 p.] *Politique et Sociétés*, *40*(3), 254–257. https://doi.org/10.7202/1083037ar

© Société québécoise de science politique, 2021

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

de l'habitation dans le capitalisme. De surcroît, elle en a remis le fardeau sur ceux qui en tirent le moins d'avantages : les propriétaires endettés à revenu moyen ou faible. Premiers à souffrir pendant la crise de 2008, ceux-ci semblent condamnés à défendre un système qui les désavantage. Mais n'est-ce pas le propre du mode de production capitaliste que de placer ceux qu'il exploite dans une situation où, pour survivre, ils n'ont d'autres choix que de défendre le système qui les exploite ? L'ironie du monde actuel est de faire croire aux exploités qu'ils ne sont plus des prolétaires-salariés, mais des propriétaires-rentiers, un statut autrefois réservé aux nobles et aux seigneurs ! Ultimement, Gaudreau démontre de manière convaincante que ceux qui profitent pleinement de la rente immobilière à l'ère néolibérale ne sont pas ceux qui ont besoin d'un logement, mais les banques, les fonds d'investissement et les promoteurs.

La vue d'ensemble à laquelle se consacre Gaudreau a cependant un revers, soit une perte du détail et une malheureuse impression de téléologie historique. Le grand récit qu'il raconte laisse en effet dans l'ombre les tensions entre les différents acteurs du marché de l'habitation. Par exemple, il affirme que les grandes entreprises de promotion immobilière ont su tirer profit de la mise en place de politiques d'urbanisme durant la période fordiste. Sans être fausse, cette lecture ne met pas de l'avant la précarité de l'imbrication du logement et du capital, un thème pourtant cher à l'auteur, ni la manière dont ce qu'il appelle la propriété éminente du sol de l'État peut être utilisée pour défaire cette imbrication. Bref, le logement « démarchandisé » qu'appelle à développer Gaudreau a somme toute peu de place dans son ouvrage.

En outre, l'organisation du livre par « étapes » de la circulation marchande du logement (consommation, production et financement) produit plusieurs va-et-vient et répétitions, au point où l'on peut se demander si un découpage historique n'aurait pas été plus heureux.

Qui plus est, afin de procéder à sa grande synthèse historique, Louis Gaudreau a largement puisé dans la littérature secondaire sur le marché immobilier, ce qui ajoute au caractère quelque peu répétitif de l'ouvrage. De fait, la principale contribution du livre est de faire le pont entre les recherches en cours sur la financiarisation du logement, recherches difficiles en l'absence de données canadiennes sur la promotion immobilière, et les travaux historiques sur l'évolution de la propriété foncière.

Frédéric Mercure-Jolette
Département de philosophie, Cégep de Saint-Laurent
fredericmercurejolette@gmail.com

Droitisation et populisme. Canada, Québec, États-Unis, de Frédéric Boily, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2020, 203 p.

Spécialiste de la politique canadienne et québécoise, auteur d'un nombre remarqué d'écrits traitant des droites et des conservatismes canadiens, Frédéric Boily a récemment publié *Droitisation et populisme* aux Presses de l'Université de Laval. Dans un contexte international d'affaiblissement de l'« esprit démocratique », l'ouvrage se propose d'éclairer les effets de recomposition qui agitent les droites contemporaines au Canada, au Québec et aux États-Unis. Cinq chapitres viendront brosser un panorama général des droites nord-américaines et de la tentation populiste – notamment – à laquelle elles font face. L'ouvrage intéressera donc autant les sociopolitistes qui espèrent un éclairage contemporain sur les droites canadiennes (sujet encore peu traité par la littérature universitaire, spécialement francophone) que ceux travaillant sur le temps long du populisme nord-américain.

Les cinq chapitres de l'ouvrage distinguent la droitisation comme phénomène culturel et politique, et le populisme comme style. S'appuyant sur la définition de Cas Mudde et Cristóbal Rovira Kaltwasser, quasi hégémonique dans le champ, ainsi que sur les travaux de Pierre-André Taguieff et Benjamin Moffitt, Boily qualifie le populisme de *style politique* compatible avec toutes

les idéologies. Façon d'être en politique ou position dans un espace politique donné, il est donc mobilisable de manière permanente ou occasionnelle, selon une dimension identitaire (peuple défendu pour ses qualités propres, ethnoculturelles), ou protestataire (dénonciation des élites d'en haut contre le peuple détenteur de « bon sens »).

La droitisation, phénomène multidimensionnel, fait l'objet du premier chapitre – la nature et la définition du phénomène étant, de l'aveu de l'auteur, sujettes à débats (signification tantôt économique, culturelle ou religieuse). En s'appuyant sur une approche culturelle du phénomène, Boily peut déduire qu'il n'y a pas de droitisation au Canada (il y aurait plutôt libéralisation des mœurs). Politiquement, en revanche, l'auteur, distingue trois grandes vagues de droitisation dans les démocraties libérales : la première, entre 1980 et 2008, est marquée par l'anticommunisme (Ronald Reagan aux États-Unis), les politiques d'austérité (Brian Mulroney au Canada, Ralph Klein en Alberta) et une lutte sur le terrain des valeurs par une réappropriation de la pensée gramscienne (Nicolas Sarkozy en France et, indirectement, Stephen Harper au Canada). La seconde, de 2008 à 2020, serait marquée par le retour de l'État sur les plans économique et sécuritaire, les questions identitaires supplantant les questions de libéralisation économique. L'intégrisme religieux de nature chrétienne y occupe une place importante. Les caractéristiques de la droite politique auraient donc changé, même si Boily insiste sur la nature complexe de la droitisation – non linéaire et en perpétuelle négociation entre *les* droites.

Dans le deuxième chapitre, l'auteur nous invite à une réflexion sur la nature du phénomène populiste historique. À partir des travaux de Richard Hofstadter (*The Age of Reform*), Boily nous en brosse un portrait critique, appuyé entre autres par les écrits de Charles Postel. Le populisme des fermiers en constitue la principale illustration : valorisation de l'idéal communautaire et coopératif, mythification du monde rural, moralisation d'un conflit entre les agriculteurs et les puissances prédatrices de Wall Street… Ce sont les multiples facettes du populisme historique américain qui sont dévoilées – tantôt progressiste, tantôt raciste ou religieux ; alors que le populisme d'après 1945 est davantage marqué par une dimension antidémocratique, un *style* paranoïaque et un rapport troublé à l'autorité. Phénomène persistant, le populisme serait une « manifestation diffuse » dans l'espace politique américain. On le retrouverait aujourd'hui chez Donald Trump, Elizabeth Warren ou Bernie Sanders – quoique le trumpisme soit parfois confondu dans l'extrême droite, et les partisans de Sanders dans ce que certains appellent le « connectivisme ». Boily inscrit ainsi les nouveaux visages du populisme dans les débats universitaires contemporains sur sa nature et ses frontières.

Si le populisme semble traverser l'histoire politique américaine, à quel point peut-on parler de populisme au Canada ? Pour y répondre, le troisième chapitre nous invite à un survol des années 1960 à 2020. À partir des figures de John Diefenbaker (Parti conservateur) et de Réal Caouette (représentant au Québec du parti du Crédit social), Boily démontre que le populisme canadien est une réalité politique – à condition de ne pas commettre l'erreur analytique d'une confusion entre populisme, obsessions identitaires et extrême droite. Le style populiste canadien apparaît avant tout protestataire bien plus qu'identitaire. Mobilisé comme stratégie d'*émergence* en politique, il n'aura encore jamais permis de conserver le pouvoir, *a fortiori* au niveau fédéral. Protestataire, le populisme canadien s'incarne aussi dans le Parti réformiste de Preston Manning, nourri par l'opposition historique aux libéraux sur les questions énergétiques et climatiques. Il s'agit là pour Boily d'un *populisme plébiscitaire*, installé sur une base régionaliste, prônant un ensemble de mécanismes institutionnels (référendums), afin de se donner un levier pour reprendre une parole perçue comme « confisquée » par l'Ouest. Au-delà de cet exemple, les manifestations récentes du populisme donnent à voir un populisme canadien « liquide », banalisé : du chef du Nouveau Parti démocratique Jack Layton

(les tables de cuisine des familles ordinaires, contre les tables des entreprises) à celui de l'Action démocratique du Québec, cette fois-ci qualifié d'*identitaire*, en passant par celui de la Coalition avenir Québec, de Doug Ford en Ontario, voire, dans une certaine mesure, de Jason Kenney en Alberta. Il est notable que ces personnalités restent cantonnées à un niveau provincial, le système politique bipartisan les excluant quasiment de fait de la scène fédérale. Diffus, le populisme traverse un ensemble de formations politiques qui dévoilent des « facettes de populisme » généralement populo-régionaliste, quoique remettant parfois en cause le multiculturalisme.

Le quatrième chapitre s'attelle à un examen de la nature des droites canadiennes au niveau fédéral, et des défis auxquels elles doivent faire face. Boily s'interroge sur les processus de fragmentation et de reconstruction des « trois sœurs », celle de l'Ouest, la canadienne-française, celle des *tories* traditionnels de l'Ontario et celle des Maritimes. Marquées historiquement par l'indécision idéologique et la difficulté à faire cause commune, celles-ci demeurent une force d'opposition crédible – mais, pour les conservateurs du moins, dépendante à l'endroit des provinces de l'Ouest avec lesquelles des clivages centraux persistent. On pense à la question climatique (projet de pipeline Énergie est) ; ou encore aux convictions religieuses (LGBTQ ; avortement). Les droites seraient ainsi tentées par le repli régional (le séparatisme albertain l'obligeant à se positionner), social et religieux et, finalement, par le populisme (incarné par Maxime Bernier et le People's Party of Canada).

Le dernier chapitre, exploratoire, observe le traitement de certains objets politiques (l'élection de Trump, le terrorisme, l'islamisme) à partir du regard intellectuel canadien, féminin, et de droite. L'analyse des écrits journalistiques de trois francophones – Lise Ravary, Denise Bombardier et Nathalie Elgrably-Lévy – et deux anglophones – Barbara Kay et Diane Francis – donne à voir un rapprochement des droites, autour d'une montée des questions identitaires dans le champ politique et intellectuel conservateur.

C'est bien à une troisième vague de droitisation conjuguée au populisme à laquelle on assiste, conclura Boily. Dès lors, moins qu'à une mutation des catégories idéologiques (droite/gauche), c'est plutôt la permanence du phénomène populiste qu'il convient d'interroger, autant que les recompositions de la droite autour de lui, et les questions identitaires.

L'ouvrage *Droitisation et populisme* de Frédéric Boily a de nombreuses qualités : la première est d'insister sur les racines historiques du populisme nord-américain et sur le besoin d'une clarification conceptuelle d'un terme souvent confondu avec ses expressions radicales et racistes. D'un point de vue théorique, Boily questionne les différentes acceptations du « populisme » dans les travaux contemporains (notamment ceux de Jan-Werner Müller autour de l'anti-pluralisme). Le traitement des populismes canadiens est précieux, tant ils sont peu traités par la littérature scientifique, à plus forte raison francophone. La notion de « populisme régionaliste », qu'il aborde avec l'exemple albertain, est utile pour les mêmes raisons : elle invite le lecteur à penser d'autres lignes de fractures politiques (non ethniques ou culturelles) et à questionner les mécanismes institutionnels de prévention du populisme : le confédéralisme serait-il un remède au populisme ? Des travaux en sociologie politique comparée mériteraient certainement d'être conduits sur ce point. L'ouvrage nous invite plus généralement à penser le populisme comme typologie continue, plutôt que comme catégorie fermée – et, donc, à une finesse analytique à partir des pratiques des acteurs.

Quelques précisions cependant : l'analyse des vagues de droitisation et de l'opposition droite/gauche peut être source de confusion pour le lecteur hors Amérique du Nord, qui aura du mal à percevoir une « gauche » dans le Parti libéral et qui comprendra les droites au sens économique plutôt que réduites, comme c'est davantage le cas ici, à un conservatisme social et religieux. Par ailleurs, rappelons aux

chercheurs intéressés qu'il ne s'agit que d'un premier panorama et pas d'une étude sociohistorique complète des populismes canadiens et québécois (ainsi du Crédit social, peu évoqué au-delà de Caouette, ou de Québec solidaire, non mentionné). Il ne s'agit pas non plus d'une analyse systématique des populismes partisans, puisque ce sont avant tout des personnalités qui sont analysées, sur la base de discours ou du choix d'une politique migratoire.

Djamila Mones
Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal
mones.djamila-joelle@courrier.uqam.ca

What's Trending in Canadian Politics ? Understanding Transformations in Power, Media, and the Public Sphere, sous la direction de Mireille Lalancette, Vincent Raynauld et Erin Crandall, Vancouver–Toronto, University of British Columbia Press, 2020, 340 p.

What's Trending in Canadian Politics ?, sous la direction de Mireille Lalancette, Vincent Raynauld et Erin Crandall, a été publié en janvier 2020 chez UBC Press. Dans cet ouvrage abondant et richement documenté, une kyrielle d'auteurs est mobilisée autour de la problématique suivante : quelles sont les « tendances » en termes de communication et de comportement politiques dans la politique canadienne contemporaine ? La notion de « tendance » y est définie comme les directions dans lesquelles les attitudes, les valeurs et les préférences générales des consommateurs évoluent et, par extension, affectent la manière dont ces derniers perçoivent, évaluent et consomment les marques, les biens et les services (p. 6). De fait, l'ouvrage s'intéresse avant tout aux pratiques, opportunités et transformations issues de la mobilisation des réseaux sociaux dans la vie politique canadienne. Quelle est la nature des changements en matière d'utilisation des médias, de comportement et de communication politiques ? Comment ces changements transforment l'engagement politique et les répertoires d'action politique ? Dans quelles mesures ces tendances transforment-elles la relation entre acteurs politiques, institutions, et démocratie ? Quelles sont les conséquences pour les chercheurs intéressés par la politique canadienne ? Ce sont ces questions qui balisent les douze chapitres qui constituent l'ouvrage, volontairement pluridisciplinaire (sciences politiques, communication, management, sociologie…). L'ouvrage adopte trois angles différents sur les *tendances* qui font la politique canadienne : à partir des citoyens (l'engagement politique et les pratiques démocratiques), à partir des élus (stratégies de mise en visibilité, stratégies électorales) et à partir des structures institutionnelles et de gouvernement.

Dans la première partie, les auteurs s'intéressent aux impacts des médias sociaux sur la participation politique et sur leur mobilisation comme outils principaux de communication et d'organisation politique : par les environnementalistes (chap. 1), ou lors du Printemps érable (chap. 2). La massification des outils technologiques a réduit les « coûts d'entrée » en politique pour les mouvements sociaux : développement d'opportunités politiques, modalités de communication moins coûteuses. Les cas d'études du Printemps érable (chap. 2) et des résistances au projet de Pipeline Énergie Est (chap. 3) permettent de souligner que les citoyens avaient ici participé de la définition des termes du débat politique. En ce sens, les réseaux sociaux avaient facilité la participation démocratique. La numérisation a également conduit à une redéfinition des répertoires d'action politique, à de nouvelles formes d'expression de l'opposition politique. Les *memes* (chap. 5), dont la potentielle dommageabilité est élevée, font l'objet d'un traitement à part. Les auteurs insistent sur le fait que ces nouveaux médias s'articulent avec les autres moyens de communication (notamment la couverture médiatique traditionnelle) plutôt qu'ils ne les remplacent. Enfin, ces nouveaux mouvements sociaux ont permis de politiser un public jeune (chap. 4), désenchanté par les formes traditionnelles